

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 — 971

[Mac — 266]

10 AVRIL 1995. — Loi relative à la redistribution du travail dans le secteur public (1)

ALBERT II, Roi des Belges.
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Disposition préliminaire

Article 1er. La présente loi constitue un plan d'entreprise de redistribution du travail dans le secteur public pour l'application des articles 5, § 1er, alinéa 2, et 24 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

TITRE II. — Départ anticipé à mi-temps

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Art. 2. Le présent titre est applicable aux services publics suivants :

1° les services publics appartenant à la Fonction publique administrative fédérale telle qu'elle est définie par l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

- 2° le personnel attaché aux greffes et aux parquets;
- 3° les provinces;
- 4° les communes.

Le présent titre est également d'application aux autres administrations et services de l'Etat fédéral et services publics soumis à l'autorité ou au pouvoir de contrôle de l'autorité fédérale, désignés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE II. — Droit au départ anticipé à mi-temps

Art. 3, § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif ont le droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de leur mise à la retraite anticipée ou non.

§ 2. L'octroi de ce droit est subordonné à l'introduction par le membre du personnel d'une demande auprès du service public dont il relève et dans laquelle l'intéressé fixe la date à laquelle il désire être mis à la retraite. Après l'introduction de cette demande, il n'est plus permis de revenir sur la date de la mise à la retraite, à moins que cette date pour quelque motif que ce soit ne soit avancée.

Les dispositions relatives à la demande de pension restent d'application.

§ 3. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités relatives à l'exercice du droit visé au § 1er, ainsi que les fonctions dont les titulaires sont exclus dudit droit.

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1734-1 — Amendements, n° 1734-2 à 4. — Rapport, n° 1734-5. — Texte adopté par la Commission, n° 1734-6. — Amendements, n° 1734-7 et 8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 15 et 16 mars 1995.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1366-1 — Rapport, n° 1366-2

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 3 et 7 avril 1995.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 95 — 971

[Mac — 266]

10 APRIL 1995. — Wet betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector (1)

ALBERT II, Koning der Belgen.
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Deze wet is een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid in de openbare sector voor de toepassing van artikelen 5, § 1, tweede lid, en 24 van het Koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

TITEL II. — Halfzijdse vervroegde uitreding

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Art. 2. Deze titel is van toepassing op de volgende overheidsdiensten :

1° de overheidsdiensten behorende tot het federaal administratief Openbaar Ambt zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

- 2° het personeel verbonden aan de griffies en de parketten;
- 3° de provincies;
- 4° de gemeenten.

Deze titel is eveneens van toepassing op de door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, aangewezen andere besturen en diensten van de federale Staat en overheidsdiensten die onder het gezag of het toezicht vallen van de federale overheid.

HOOFDSTUK II. — Recht op halfzijdse vervroegde uitreding

Art. 3, § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden hebben het recht om gedurende een ononderbroken periode van maximaal vijf jaar voortgaand aan de datum van hun al dan niet vervroegde opruststelling halfzijdse te werken.

§ 2. Het toekennen van dat recht is afhankelijk van het indienen door het personeelslid van een aanvraag bij de openbare dienst waaronder het personeelslid ressorteert en waarin de betrokkene de datum vermeldt waarop hij op rust gesteld wenst te worden. Op de datum van opruststelling kan na het indienen van die aanvraag niet meer teruggekeken worden, tenzij die datum om welke reden ook, naar een vroeger tijdstip teruggebracht wordt.

De bepalingen met betrekking tot het aanvragen van het pensioen blijven gelden.

§ 3. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de nadere regelen voor het uitoefenen van het recht bedoeld in § 1, alsook voor welke functies de titularissen uitgesloten zijn van dit recht.

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet, nr. 1734-1. — Amendementen, nrs. 1734-2 tot 4. — Verslag, nr. 1734-5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1734-6. — Amendementen, nrs. 1734-7 en 8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 15 en 16 maart 1995.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp toegezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1366-1. — Verslag, nr. 1366-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 3 en 7 april 1995.

Les mesures contenues dans l'arrêté royal d'exécution visé à l'alinéa 1er peuvent être étendues aux services publics pour lesquels le Roi n'exerce aucune compétence réglementaire, par l'autorité compétente sous réserve de modalités particulières d'application.

Art. 4. § 1er. Les membres du personnel qui font usage du droit visé à l'article 3 reçoivent à charge du service public qui les occupe, le traitement dû pour des prestations à mi-temps ainsi qu'une prime mensuelle d'un montant de 11 940 francs.

En ce qui concerne les provinces et les communes, la prime mensuelle est cependant égale à un montant fixé par chaque administration concernée et qui varie entre 8 000 et 11 940 francs.

§ 2. Par dérogation à l'article 30, § 1er, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, il n'est pas tenu compte de la prime visée au § 1er.

§ 3. La période d'absence est considérée comme congé et est assimilée à une période d'activité de service ou, à défaut d'une telle position dans le statut applicable au membre du personnel, à une position analogue.

Le membre du personnel qui occupe cette position administrative conserve ses droits à l'avancement de traitement et ses titres à la promotion. Il perd toutefois ses titres à la promotion lorsque la vacance d'emploi est une condition à la promotion.

Art. 5. Deux membres du personnel qui font usage dans le même service public du droit visé à l'article 3 sont obligatoirement remplacés par un membre du personnel statutaire complémentaire.

TITRE III. — Semaine volontaire de quatre jours

CHAPITRE 1er. — Services publics fédéraux

Art. 6. Le présent chapitre est applicable aux services publics visés à l'article 2, à l'exception des provinces et des communes.

Art. 7. § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer, pendant une période ininterrompue d'au moins un an, quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine.

§ 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1er moyennant un préavis de trois mois. Ce préavis ne peut être adressé qu'à partir du premier jour du neuvième mois qui suit le début de la réduction des prestations.

§ 3. Les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, exercent des prestations réduites en application de la réglementation qui leur est applicable, peuvent opter pour le régime de travail visé au § 1er pendant une période de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi. Passé ce délai, ils ne peuvent invoquer le droit visé au § 1er qu'après avoir accompli des prestations à temps plein pendant un an.

§ 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités relatives à l'exercice du droit visé au § 1er ainsi que les catégories de personnes qui sont exclues du bénéfice de ce droit et les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du même droit.

Art. 8. § 1er. Les membres du personnel qui font usage du droit visé à l'article 7 reçoivent à charge du service public qui les occupe le traitement dû pour les prestations réduites. Ce traitement est majoré d'un complément de traitement de 3 250 francs par mois qui fait intégralement partie du traitement. Ce montant est relié à l'indice-pisot 117,19.

§ 2. La loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat de certaines dépenses du secteur public est applicable au complément de traitement.

De maatregelen vervat in het in het eerste lid bedoelde uitvoeringsbesluit kunnen door de bevoegde overheid worden uitgebreid tot de overheidsdiensten waarover de Koning geen reglementaire bevoegdheid uitoefent, met toepassing van specifieke toepassingsmodaliteiten.

Art. 4. § 1. De personeelsleden die gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 3 ontvangen vanwege de tewerkstellende overheidsdienst de wedde die verschuldigd is voor halftijdse prestaties alsook een maandelijks premie ten bedrage van 11 940 frank.

Voor wat de provincies en de gemeenten betreft, is de maandelijks premie evenwel gelijk aan een door elk betrokken bestuur vastgesteld bedrag dat ligt tussen 8 000 en 11 940 frank.

§ 2. In afwijking van artikel 30, § 1, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt geen rekening gehouden met de in § 1 bedoelde premie voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen.

§ 3. De periode van afwezigheid wordt als verlof beschouwd en met dienstactiviteit gelijkgesteld of, wanneer deze stand niet bestaat in het statuut dat op het personeelslid van toepassing is, met een analoge stand.

Het personeelslid dat zich in die administratieve stand bevindt, behoudt zijn rechten op een hogere wedde en zijn rechten op bevordering. Hij verliest echter zijn aanspraak op een bevordering wanneer er als voorwaarde voor de bevordering vereist is dat er een plaats vacant is.

Art. 5. Twee personeelsleden die in dezelfde overheidsdienst gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 3 worden verplicht vervangen door een bijkomend statutair personeelslid.

TITEL III. — De vrijwillige vierdagenweek

HOOFDSTUK 1. — Federale overheidsdiensten

Art. 6. Dit hoofdstuk is van toepassing op de overheidsdiensten bedoeld in artikel 2 met uitzondering van de provincies en de gemeenten.

Art. 7. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en de personeelsleden die aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd en voltijds tewerkgesteld zijn hebben het recht om gedurende een ononderbroken periode van minstens één jaar vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week.

§ 2. Met een opzegging van drie maanden kan het personeelslid een einde maken aan de arbeidsregeling bedoeld in § 1. Deze opzegging kan niet gegeven worden dan vanaf de eerste dag van de negende maand die volgt op de aanvang van de vermindering van de prestaties.

§ 3. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van deze wet verminderde prestaties uitoefenen met toepassing van de reglementering die op hen van toepassing is, kunnen de voorkeur geven aan het arbeidsregime bedoeld in § 1 gedurende een periode van drie maanden die volgt op de inwerkingtreding van deze wet. Na deze periode kunnen ze enkel gebruik maken van het recht bedoeld in § 1 na het vervullen van een periode van 1 jaar met voltijdse prestaties.

§ 4. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regelen voor het uitoefenen van het in § 1 bedoelde recht alsook de categorieën van personeelsleden die van dit recht uitgesloten zijn en de functies waarvan de titularissen van dit recht uitgesloten zijn.

Art. 8. § 1. De personeelsleden die gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 7 ontvangen vanwege de overheidsdienst de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties. Die wedde wordt vermeerderd met een weddecomplement van 3 250 frank per maand dat integraal deel uitmaakt van de wedde. Dit bedrag is gekoppeld aan de spijndex 117,19.

§ 2. Op het weddecomplement is de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, van toepassing.

Art. 9. § 1er. Le temps de travail libéré lorsque deux membres du personnel au moins au sein d'un même service public font usage du droit visé à l'article 7 est obligatoirement rencontré par la mise au travail de chômeurs. Ces chômeurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à temps plein ou à temps partiel.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « chômeur » :

- 1° les chômeurs complets indemnisés;
- 2° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence;
- 3° les handicapés qui bénéficient d'une allocation de remplacement de revenus;

4° les contractuels occupés par le service public concerné dans les liens d'un contrat de remplacement.

§ 3. Il est accordé une dispense du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour les contractuels engagés en application du § 1er.

CHAPITRE II. — *Provinces et communes*

Art. 10. § 1er. Les provinces et les communes peuvent souscrire à un engagement qui porte en même temps sur les points suivants :

1° le droit est reconnu à leurs membres du personnel de réduire leurs prestations à temps plein à quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées; les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine;

2° le service public s'engage à payer aux membres du personnel qui font usage du droit visé au 1° un traitement correspondant aux prestations réduites, complété d'un complément de traitement à charge de ce service public; ce complément de traitement fait partie intégrante du traitement et s'élève au minimum à 2 000 francs par mois et au maximum au montant visé à l'article 8, § 1er;

3° le service public s'engage à remplacer les membres du personnel qui font usage du droit visé au 1° par des chômeurs tels qu'ils sont définis à l'article 9, § 2;

4° le service public s'engage à respecter les obligations qui découlent du titre VI et à refuser le droit visé au 1° aux seules catégories de personnes et de fonctions mentionnées dans l'engagement.

§ 2. Si un engagement est souscrit conformément au § 1er, il est accordé aux provinces et aux communes une dispense du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9° de la loi du 29 juin 1981 portant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, pour les contractuels qui sont engagés en application du § 1er, 3°.

§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

Art. 11. § 1er. Pour les membres du personnel statutaires, la période d'absence est considérée comme congé et est assimilée à une période d'activité de service ou, à défaut d'une telle position dans le statut applicable au membre du personnel, à une position analogue.

§ 2. Pour les membres du personnel contractuel, l'exécution du contrat de travail est suspendue pendant l'absence. Ils conservent toutefois leurs titres à l'avancement de traitement.

§ 3. Pour l'application du présent titre, un contrat de travail de remplacement ou plusieurs contrats de travail de remplacement successifs conclus avec le même membre du personnel et dans le même service public ne peuvent être considérés comme contrat de travail à durée indéterminée avant la fin des deux premières années de service.

TITRE IV. — *Des entreprises publiques autonomes*

Art. 12. § 1er. Les entreprises publiques autonomes énumérées à l'article 1er, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la Régie des transports maritimes et la Régie des voies aériennes, qui concluent un plan d'entreprise dans les

Art. 9 § 1 De arbeidstijd die vrijkomt wanneer in dezelfde overheidsdienst ten minste twee personeelsleden gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 7 wordt verplicht opgevuld door de tewerkstelling van werklozen. Deze werklozen worden deeltijds of voltijds in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst.

§ 2. Voor de toepassing van deze wet wordt onder « werkloze » verstaan :

- 1° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen;
- 2° de bestaansminimumtrekkers;
- 3° de gehandicapten die een inkomensvervangende tegemoetkoming genieten;
- 4° de contractuelen tewerkgesteld door de betrokken overheidsdienst met een vervangingsovereenkomst.

§ 3. Er wordt een vrijstelling verleend van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bepaald bij artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, voor de contractuelen die met toepassing van § 1 in dienst genomen worden.

HOOFDSTUK II. — *Provincies en gemeenten*

Art. 10. § 1. De provincies en de gemeenten kunnen een verbintenis onderschrijven waarin tegelijkertijd :

1° het recht erkend wordt voor hun personeelsleden om hun voltijdse prestaties te verminderen tot vier vijfde van de prestaties die hun normaal worden opgelegd, waarbij de prestaties verricht worden over vier werkdagen per week;

2° de overheidsdienst zich ertoe verbindt om aan de personeelsleden die gebruik maken van het recht bepaald onder 1° een wedde uit te betalen die overeenkomt met de verminderde prestaties, aangevuld met een weddecomplement dat integraal deel uitmaakt van de wedde en dat ten laste is van die overheidsdienst van ten minste 2 000 frank per maand en ten hoogste het bedrag bepaald in artikel 8, § 1;

3° de overheidsdienst zich ertoe verbindt om de personeelsleden die gebruik maken van het recht bepaald onder 1° te vervangen door werklozen zoals bepaald in artikel 9, § 2;

4° de overheidsdienst zich ertoe verbindt om de verplichtingen die voortvloeien uit titel VI na te leven en het recht bepaald onder 1° enkel te ontzeggen aan de categorieën van de personeelsleden en de functies die in de verbintenis vermeld worden.

§ 2. Indien er een verbintenis onderschreven wordt overeenkomstig § 1, wordt een vrijstelling van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bepaald bij artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers verleend aan de provincies en de gemeenten, voor de contractuelen die aangeworven worden in toepassing van § 1, 3°.

§ 3. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de nadere regelen voor de toepassing van dit artikel.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 11. § 1. Voor de statutaire personeelsleden wordt de periode van afwezigheid als verlof beschouwd en met dienstactiviteit gelijkgesteld of, wanneer deze stand niet bestaat in het statuut dat op het personeelslid van toepassing is, met een analoge stand.

§ 2. Voor de contractuele personeelsleden wordt gedurende de afwezigheid de uitvoering van de arbeidsovereenkomst geschorst. Ze behouden evenwel hun aanspraken op een bevordering tot een hogere wedde.

§ 3. Voor de toepassing van deze titel kunnen een vervangingsovereenkomst of verschillende op elkaar volgende vervangingsovereenkomsten afgesloten met hetzelfde personeelslid en in dezelfde overheidsdienst, pas beschouwd worden als een arbeids-overeenkomst van onbepaalde tijd na het einde van de eerste twee jaren dienst.

TITEL IV. — *De autonome overheidsbedrijven*

Art. 12. § 1. De autonome overheidsbedrijven opgenomen in artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, de Regie voor Maritiem Transport en de Regie der Luchtwegen, die een bedrijfsplan sluiten onder de voorwaarden

conditions visées au présent article, sont dispensées du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, de la loi du 29 juin 1981 portant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, pour les engagements compensatoires de chômeurs, tels que définis à l'article 9, § 2.

§ 2. Le plan d'entreprise doit viser à un effet positif sur l'emploi et peut comprendre les mesures suivantes :

- l'emploi à temps partiel volontaire;
- la diminution de la durée du travail avec recrutement compensatoire;
- la limitation des heures supplémentaires avec recrutement compensatoire;
- l'instauration d'un droit à l'interruption de carrière et/ou à la réduction des prestations de travail avec remplacement obligatoire;
- l'instauration du départ anticipé à mi-temps avec remplacement obligatoire;
- l'instauration du travail en équipes avec recrutement compensatoire;
- l'instauration d'horaires flexibles avec recrutement compensatoire;
- l'instauration d'une semaine de 4 jours avec recrutement compensatoire;
- d'autres mesures spécifiques de redistribution du travail, propres à l'entreprise avec recrutement et/ou remplacement compensatoire.

Le plan d'entreprise est approuvé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Il ne peut être approuvé que s'il est accompagné d'un plan financier démontrant que les coûts en résultant peuvent être assumés par l'entreprise et que l'avantage visé au § 1^{er} n'implique pas de distorsion de concurrence.

§ 3. Pour l'application du présent article et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut, pour toutes les entreprises publiques ou celles(s) qu'il détermine, ainsi que pour la Régie des transports maritimes ou pour la Régie des voies aériennes, prévoir des conditions et modalités spécifiques d'approbation et de contrôle. Dans ce cas, il peut déroger à l'obligation de recrutement ou de remplacement compensatoires.

TITRE V. — Des autres autorités administratives

Art. 13. Le présent titre est applicable aux autorités administratives visées à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et qui ne tombent ni sous l'application des titres II, III et IV ni sous l'application de l'article 23 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Art. 14. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, rendre applicables les mesures prévues au titre II ou à l'article 10, § 1^{er} aux autorités visées à l'article 13 soit sur demande individuelle soit sur demande collective de ces autorités.

Pour ce qui concerne les Communautés et les Régions, l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er} peut également prévoir d'autres mesures de redistribution du travail avec compensation partielle de la perte de salaire à condition que :

1^o des emplois supplémentaires soient créés,

2^o la Communauté ou la Région concernée soumette un plan financier dont résulte la neutralité budgétaire de ces mesures de redistribution du travail pour le Trésor fédéral.

Les autorités qui adhèrent à la mesure prévue à l'article 10, § 1^{er} reçoivent l'avantage fixé par l'article 10, § 2.

TITRE VI. — Dispositions relatives aux pensions

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 15. Sans préjudice des articles 17 à 20, les services publics visés aux articles 2, 12 et 14 sont tenus de sauvegarder les revenus pour le paiement des pensions de retraite et de survie.

Art. 16. Le Roi fixe, le cas échéant, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités concernant l'exécution des obligations visées dans le présent titre.

bepaald in dit artikel worden vrijgesteld van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bepaald bij artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, voor de bijkomende aanwerving van werklozen, zoals gedefinieerd in artikel 9, § 2.

§ 2. Het bedrijfsplan moet een positief effect op de tewerkstelling beogen en kan de volgende maatregelen bevatten :

- vrijwillige deeltijdse arbeid;
- arbeidsduurvermindering met compenserende aanwerving;
- beperking van overuren met compenserende aanwerving;
- invoering van een recht op loopbaanonderbreking en/of vermindering van de arbeidsprestaties met verplichte vervanging;
- invoering van halftijds vervroegde uittreding met verplichte vervanging;
- invoering van ploegenarbeid met compenserende aanwerving;
- instellen van flexibele werktijden met compenserende aanwerving;
- invoering van een 4-daagse werkweek met compenserende aanwerving;
- andere specifieke maatregelen inzake arbeidsherverdeling eigen aan de onderneming en met compenserende aanwerving en/of vervanging.

Het bedrijfsplan wordt goedgekeurd bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Het kan slechts worden goedgekeurd indien het vergezeld is van een financieel plan dat aantoonde dat de kosten die eruit voortvloeien door het bedrijf kunnen worden gedragen en dat het in § 1 bepaalde voordeel geen concurrentievervalsing tot gevolg heeft.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel en bij een in Ministerraad overlegd besluit, kan de Koning, voor alle overheidsbedrijven of die welke Hij bepaalt, alsmede voor de Regie voor Maritiem Transport of voor de Regie der Luchtwegen, voorzien in specifieke voorwaarden en regels inzake goedkeuring en controle. In dit geval kan Hij afwijken van de verplichting van compenserende aanwerving of vervanging.

TITEL V. — Andere administratieve overheden

Art. 13. Deze titel is van toepassing op de administratieve overheden bepaald in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, die niet vallen onder de toepassing van de titels II, III en IV en die niet vallen onder de toepassing van artikel 23 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

Art. 14. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de maatregelen bepaald in titel II of in artikel 10, § 1, van toepassing verklaren op de in artikel 13 bedoelde overheden, hetzij op individueel hetzij op collectief verzoek van die overheden.

Wat betreft de Gemeenschappen en de Gewesten kan het in het eerste lid bepaalde koninklijk besluit eveneens in andere arbeidsherverdelende maatregelen met gedeeltelijke looncompensatie voorzien, op voorwaarde dat

1^o er bijkomende arbeidsplaatsen gecreëerd worden,

2^o er een financieel plan voorgelegd wordt door de betrokken Gemeenschap of het betrokken Gewest waaruit de budgettaire neutraliteit van die arbeidsherverdelende maatregelen voor de federale Schatkist blijkt.

De overheden die toetreden tot de maatregel bepaald in artikel 10, § 1, verkrijgen het voordeel bepaald in artikel 10, § 2.

TITEL VI. — Bepalingen inzake pensioenen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 15. Onverminderd de artikelen 17 tot 20, zijn de overheidsdiensten bepaald in de artikelen 2, 12 en 14 verplicht om de inkomsten voor de betaling van de rust- en overlevingspensioenen veilig te stellen.

Art. 16. De Koning bepaalt zo nodig, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nadere modaliteiten voor de uitvoering van de verplichtingen bepaald in deze titel.

**CHAPITRE II. — Sauvegarde des revenus
pour le paiement des pensions de retraite**

Art. 17. Le présent chapitre est applicable aux organismes publics qui tombent sous l'application de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Art. 18. Les organismes publics visés à l'article 17 sont tenus de payer une somme correspondant à la différence entre, d'une part, les cotisations qui auraient été dues par ceux-ci pour le financement des pensions de retraite des anciens membres de leur personnel, si les membres du personnel visés aux articles 3, § 1er, 7, § 1er ou 10, § 1er, 1^o, et nommés à titre définitif n'avaient pas fait usage du droit prévu auxdits articles et, d'autre part, les cotisations réellement dues par ces organismes publics. Le produit de cette différence est affecté au financement des pensions de retraite des anciens membres du personnel de ces services publics.

anciens membres du personnel de ces organismes publics n'est pas perçue sur le traitement des membres du personnel mis au travail en remplacement, dans la mesure où et aussi longtemps que ces derniers remplacent des agents visés aux articles 3, § 1er, 7, § 1er ou 10, § 1er, 1^o.

**CHAPITRE III. — Sauvegarde des revenus
pour le paiement des pensions de survie**

Art. 19. § 1er. Le présent chapitre est applicable aux services publics pour lesquels le Fonds des pensions de survie supporte la charge des pensions de survie pour au moins une partie de leurs membres du personnel.

§ 2. Le présent chapitre n'est pas applicable aux services publics dont les traitements du personnel sont directement à la charge du Trésor public.

Art. 20. Les services publics visés à l'article 19 versent, pour le financement des pensions de survie et à leur charge, au Fonds des pensions de survie une somme correspondant à la différence entre les retenues qui auraient été effectuées sur le traitement des membres du personnel visés aux articles 3, § 1er, 7, § 1er ou 10, § 1er, 1^o, s'ils n'avaient pas fait usage du droit prévu auxdits articles et les retenues réellement effectuées en application des articles 4, § 1er, 5, 8, § 1er ou 10, § 1er, 2^o.

TITRE VII. — Dispositions diverses et finales

Art. 21. Dans les services publics où il est fait application de l'article 7, § 1er ou de l'article 10, § 1er, 1^o, en cas de résiliation unilatérale du contrat de travail par l'employeur, le délai de préavis notifié au travailleur qui a réduit ses prestations est calculé comme s'il n'avait pas réduit ses prestations. Il est fait application du même délai de préavis ainsi calculé pour déterminer l'indemnité prévue à l'article 39 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.

Art. 22. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi désigne les fonctionnaires chargés de la surveillance du respect des dispositions de la présente loi ainsi que les modalités selon lesquelles cette surveillance est assurée.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la manière dont les organisations syndicales représentatives sont associées au contrôle du respect de la présente loi.

Art. 23. L'article 43, § 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux alinéas précédents, le remplacement prévu à l'article 5 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, est effectué dans la même proportion linguistique que celle qui est applicable aux membres du personnel du service central revêtus du même grade. »

Art. 24. Dans l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal n^o 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, remplacé par la loi du 21 mai 1991, les mots « les périodes d'absence résultant du régime de départ anticipé à mi-temps et du régime de la semaine de quatre jours institué par la loi du

**HOOFDSTUK II. — Veilig stellen van de inkomsten
voor de betaling van de rustpensioenen**

Art. 17. Dit hoofdstuk is van toepassing op de openbare instellingen die onder de toepassing vallen van de wet van 28 april 1958 betreffende het personeel van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

Art. 18. De in artikel 17 bepaalde openbare instellingen dienen een som te betalen die overeenkomt met het verschil tussen enerzijds de bijdragen die door hen voor de financiering van de rustpensioenen van hun gewezen personeelsleden zouden verschuldigd geweest zijn indien de in de artikelen 3, § 1, 7, § 1 of 10, § 1, 1^o, bepaalde personeelsleden die in vast verband benoemd zijn geen gebruik hadden gemaakt van het in deze artikelen bepaalde recht en anderzijds de door deze openbare instellingen werkelijk verschuldigde bijdragen. De opbrengst van dit verschil wordt aangewend voor de financiering van de rustpensioenen van de gewezen personeelsleden van deze overheidsdiensten.

voormalige personeelsleden van deze openbare instellingen bestemd is, wordt niet geïnd op de wedde van de personeelsleden die in vervanging tewerkgesteld worden, in de mate waarin en zo lang als deze laatsten de in de artikelen 3, § 1, 7, § 1 of 10, § 1, 1^o, bepaalde ambtenaren vervangen.

**HOOFDSTUK III. — Veilig stellen van de inkomsten
voor de betaling van de overlevingspensioenen**

Art. 19. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de overheidsdiensten voor wie het Fonds voor Overlevingspensioenen de last van de overlevingspensioenen draagt voor minstens een gedeelte van hun personeelsleden.

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de overheidsdiensten voor wie de wedden van hun personeelsleden rechtstreeks ten laste van de Schatkist zijn.

Art. 20. De in artikel 19 bepaalde overheidsdiensten storten ter financiering van de overlevingspensioenen en te hunnen laste, aan het Fonds voor Overlevingspensioenen een som die overeenkomt met het verschil tussen de inhoudingen die verricht zouden zijn op het loon van de personeelsleden bepaald in de artikelen 3, § 1, 7, § 1 of 10, § 1, 1^o, indien zij geen gebruik hadden gemaakt van het recht vastgesteld in het bepaalde artikel, en de inhoudingen die reël gebeuren in toepassing van de artikelen 4, § 1, 5, 8, § 1 of 10, § 1, 2^o.

TITEL VII. — Diverse en slotbepalingen

Art. 21. In de overheidsdiensten waar artikel 7, § 1 of artikel 10, § 1, 1^o, wordt toegepast zal, in geval van eenzijdige opzegging van de arbeidsovereenkomst door de werkgever, de opzeggingstermijn die wordt betekend aan de werknemer die zijn prestaties verminderd heeft worden berekend alsof hij zijn prestaties niet verminderd had. Dezelfde aldus berekende opzeggingstermijn wordt toegepast om de vergoeding te berekenen waarin voorzien is bij artikel 39 van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten.

Art. 22. Door de Koning worden, bij in Ministerraad overlegd besluit, de ambtenaren aangewezen die befaast zijn met de controle op de naleving van de bepalingen van deze wet, alsook de modaliteiten van deze controle.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop de representatieve vakorganisaties betrokken worden bij de controle op de naleving van deze wet.

Art. 23. Artikel 43, § 3, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking op de vorige leden, zal de vervanging bepaald in artikel 5 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, gebeuren in een zelfde taalverhouding als deze die van toepassing is op de personeelsleden van de centrale dienst bekleed met eenzelfde graad. »

Art. 24. In artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, vervangen bij de wet van 21 mei 1991, worden de woorden « de afwezigheidsperiodes die het gevolg zijn van de halftijdse

10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public » sont insérés entre les mots « en vertu de dispositions légales ou réglementaires, » et les mots « ainsi que les périodes d'interruption de carrière ».

Art. 25. Dans l'article 5, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, les mots « ou dans le cadre de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public » sont insérés entre les mots « dans le cadre des plans d'entreprises visés au Titre IV » et les mots « ou dans des entreprises reconnues ».

Art. 26. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions remettra tous les ans un rapport aux Chambres fédérales portant :

- sur le chiffrage des résultats de la présente loi;
- sur son impact sur les recettes et les dépenses de la sécurité sociale.

Art. 27. § 1er. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, la présente loi entre en vigueur, pour les services publics visés à l'article 2, le jour auquel l'arrêté royal visé à l'article 3, § 3, alinéa 1er ou la réglementation prise par l'autorité compétente en vertu de l'article 3, § 3, alinéa 2, selon le cas, entre en vigueur.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, la présente loi entre en vigueur pour chacune des entreprises publiques autonomes, ainsi que pour la Régie des transports maritimes et la Régie des voies aériennes, le jour auquel l'arrêté royal visé à l'article 12, § 2, alinéa 2, entre en vigueur.

§ 2. Les articles 9, § 3, 10, § 2, et 12, § 1er pour autant qu'ils concernent la dispense du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale, sont applicables jusqu'au 31 décembre 1997 inclus. Les provinces et les communes peuvent décider de limiter le droit d'opter pour la semaine de quatre jours au 31 décembre 1997, au plus tard lors de la conclusion de l'engagement visé à l'article 10.

A partir du 1er janvier 1998, il ne peut plus être fait usage du droit au départ anticipé à mi-temps ni du droit à la semaine de quatre jours, ni des mesures visées à l'article 12, § 2.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les régimes de départ anticipé à mi-temps et de semaine de quatre jours en cours au 31 décembre 1997 demeurent régis par la présente loi.

§ 3. Les dates visées au § 2, alinéas 1er et 2 peuvent être prolongées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,

E. DI RUPO

Le Ministre de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Pensions,

M. COLLA

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

vervroegde uittredingregeling en van de regeling der vierdagenweek die zijn ingevoerd bij de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector » ingevoegd tussen de woorden « met dienstactiviteit gelijkgesteld zijn » en de woorden « alsook de perioden van loopbaanonderbreking ».

Art. 25. In artikel 5, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, worden tussen de woorden « bedrijfsplannen bepaald in Titel IV » en de woorden « ofwel in bedrijven » de woorden « ofwel in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector » ingevoegd.

Art. 26. De voor Ambtenarenzaken bevoegde minister dient elk jaar bij de federale Kamers een verslag in dat betrekking heeft op :

- de raming met cijfergegevens van de resultaten van deze wet;
- de weerslag ervan op de inkomsten en uitgaven van de sociale zekerheid.

Art. 27. § 1. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Onverminderd het eerste lid treedt deze wet voor de openbare diensten bedoeld in artikel 2 in werking, op de dag waarop het koninklijk besluit bepaald in artikel 3, § 3, eerste lid, in werking treedt, of naargelang het geval, op de dag waarop de reglementering genomen door de bevoegde overheid bepaald in artikel 3, § 3, tweede lid, in werking treedt.

Onverminderd het eerste lid treedt deze wet voor de autonome overheidsbedrijven, voor de Regie voor Maritiem Transport en voor de Regie der Luchtwegen, in werking, op de dag waarop het koninklijk besluit bepaald in artikel 12, § 2, tweede lid in werking treedt.

§ 2. De artikelen 9, § 3, 10, § 2, en 12, § 1, voor zover deze de vrijstelling van de betaling van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid betreffen, zijn van toepassing tot en met 31 december 1997. De provincies en gemeenten kunnen ten laatste bij het afsluiten van de verbintenis waarvan sprake in artikel 10 ertoe beslissen de duurtijd van het recht op de vierdagenweek te beperken tot en met 31 december 1997.

Er kan vanaf 1 januari 1998 geen gebruik meer worden gemaakt van het recht op een halftijdse vervroegde uittreding, noch van het recht op een vierdagenweek, noch van de maatregelen bepaald in artikel 12, § 2.

Onverminderd de toepassing van het eerste lid, blijven de op 31 december 1997 lopende stelsels van halftijdse vervroegde uittreding en van de vierdagenweek geregeld door de bepalingen van deze wet.

§ 3. De data bepaald in § 2, eerste en tweede lid kunnen worden verlengd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Pensioenen,

M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET